

### Les subsides

amèrement le jour où une tragédie va survenir et où il n'y aura pas d'hélicoptère pour s'en occuper. Je conviens que les installations de Saint-Jean devraient avoir les moyens de s'occuper des plates-formes de forage, mais les sociétés pétrolières doivent assumer elles aussi leurs responsabilités. Le gouvernement doit s'occuper également des navires de pêche, et pas seulement des plates-formes de forage. Voilà pourquoi ils auraient dû conserver l'hélicoptère à Gander pour accomplir le travail nécessaire. Ils n'y ont rien installé de nouveau. Ils n'ont fait que réaffecter des ressources. Ce n'est pas un pas dans la bonne voie.

Le ministre a parlé de Défi 85. Le programme a suscité 1,900 demandes de participation à Terre-Neuve. Vingt p. 100 d'entre elles seulement sont axées sur la carrière. Les ministériels évoquent l'utilisation intense qu'en fera le secteur public. Ce dernier n'en fait pas usage, et les municipalités non plus. Elles auraient à investir dans le programme de l'argent qu'elles n'ont pas. Les municipalités de Terre-Neuve se trouvent en effet aux abois.

Dans le cadre du programme Été Canada, les municipalités obtenaient des fonds libres de toute condition. Les fonds fédéraux ont créé des emplois pour les jeunes. Cette année, les municipalités sont forcées de payer le quart de ce qu'il en coûte pour créer des emplois d'été. Par conséquent, il ne s'en créera pas autant que l'année dernière. Le secteur privé n'en créera pas tellement non plus, car les petites entreprises à Terre-Neuve n'ont pas l'argent nécessaire pour en payer la moitié du coût comme l'exige le programme Défi 85. Je ne pense pas que le programme donnera d'aussi bons résultats que le prétend le député. Je me préoccupe surtout de la façon dont le député a induit la Chambre en erreur. Il faut rétablir les faits à ce propos.

Je voudrais passer à d'autres choses qu'il faut faire à mon sens. Le ministre n'a pas vraiment traité du problème du développement régional ce matin. Nous en avons parlé en rapport avec le projet de loi sur Investissement Canada. Je n'ai rien vu jusqu'à présent qui nous permette de croire que le gouvernement au pouvoir ait quelque politique que ce soit permettant d'orienter des fonds ou des emplois vers les régions canadiennes qui en ont le plus besoin, telle la région de l'Atlantique. Je pourrais signaler les éléments qui ont été supprimés. Les provinces de l'Atlantique en ont gravement souffert. Je me permettrai de lire un passage d'un éditorial paru dans le *Telegraph Journal* du 3 janvier. Le voici:

Le premier ministre Brian Mulroney et son ministre des Finances qui s'acharne à réduire le déficit, Michael Wilson, seraient bien avisés d'y regarder à deux fois avant d'appliquer tout programme susceptible de limiter graduellement la participation d'Ottawa au développement économique régional au Canada.

En s'attaquant à la tâche de réduire les dépenses, le nouveau gouvernement envisage manifestement un scénario dans lequel le gouvernement fédéral restreindrait son rôle d'agent direct de croissance économique dans les diverses régions en invitant le secteur privé à combler le vide.

Mais le problème dans des régions comme celle de l'Atlantique, c'est que le secteur privé dispose de moyens limités pour stimuler la croissance dans les conditions actuelles.

Thomas Maxwell, l'économiste principal au Conference Board du Canada, fait remarquer à juste titre que les provinces de l'Atlantique forment une région où le secteur privé manque des ressources nécessaires pour combler le vide qui se créerait inévitablement si Ottawa devait diminuer son aide et son assistance.

C'est exactement ce qui se passe. S'il est vrai que le secteur privé peut supporter le fardeau dans certaines régions du pays,

ce n'est pas le cas dans la région de l'Atlantique. Le gouvernement ne s'est pas rendu compte qu'en amputant sans discernement de tels programmes, il avait fait du tort à des régions sous-développées alors que le secteur privé n'est pas assez fort pour se tirer d'affaire tout seul et qu'il ne sera pas assez fort si l'on n'intervient pas en toute hâte. Le gouvernement ne s'est pas rendu compte qu'en imposant des restrictions sans discernement, il a porté un coup dur à la région de l'Atlantique.

Les exemples de ce dont on parle dans l'éditorial du *Telegraph-Journal* ne manquent pas. Ainsi, les subventions d'encouragement du secteur pétrolier pour la prospection sous-marine, ont été réduites de 250 millions de dollars. On ne nous a pas encore dit par quoi on les remplacera. Le montant des dépenses en capital du programme de développement des pêches a été réduit de 11.7 millions de dollars. On a amputé le programme de commercialisation et le programme de construction de ports pour les petites embarcations. Les crédits affectés au logement sans but lucratif et au logement coopératif ont été réduits. Ce n'est pas seulement le fait qu'il manquera des logements. Cette réduction fera beaucoup de tort aux petites entreprises comme les sociétés de construction et les scieries des provinces de l'Atlantique.

Ce matin, le ministre a parlé de ce qu'il faisait pour les provinces de l'Atlantique. Il a notamment complètement rayé le tourisme du Programme d'expansion industrielle régionale. Le tourisme va se développer dans les provinces de l'Atlantique mais il ne donne droit à aucune subvention dans le cadre du programme d'expansion industrielle régionale. Il y a dans une ville de ma circonscription une glissoire aquatique qui attire beaucoup de touristes. C'est l'idée ingénieuse d'un homme d'affaire de la région et cela marche bien. Elle rapporte de l'argent et elle attire des gens dans la région. On ne peut plus faire des choses de ce genre parce que le tourisme ne donne plus droit à des subventions dans le cadre du PEIR.

On a réduit par ailleurs le service de traverse. Les services de traverses ont été réduits le long de la côte nord-est de Terre-Neuve, le long de la côte du Labrador, et le long de la côte sud. Toutes ces réductions ont des répercussions très graves sur la région de l'Atlantique en général et sur Terre-Neuve en particulier. Nous n'avons pas d'entreprises privées qui puissent relancer les secteurs affaiblis. C'est peut-être possible à Toronto, dans certaines régions de l'Alberta et dans certaines régions de la Colombie-Britannique, mais ces restrictions imposées sans discernement feront du tort aux habitants des provinces de l'Atlantique, car l'économie n'y est pas assez forte pour s'en tirer toute seule. C'est ce qui commence à arriver maintenant. L'Accord de l'Atlantique ne relancera pas les secteurs affaiblis.

Que fera-t-on à Terre-Neuve pendant les cinq ou dix prochaines années, en attendant les rentrées d'argent que l'on prévoit faire grâce au pétrole? Comment nourrir les gens et obtenir des emplois en attendant? Que va faire le gouvernement dans le secteur de l'expansion régionale? C'est une question sérieuse qui mérite une réponse, mais à laquelle le gouvernement n'a pas encore répondu. J'espère bien que l'on trouvera des solutions dans le budget.

J'ai des questions à poser au ministre des Finances (M. Wilson). J'ai quelques recommandations constructives à lui faire. Je voudrais dire au ministre de la Justice (M. Crosbie) ce qu'il est possible de faire à Goose Bay. J'espère qu'il en discutera avec le ministre de la Défense nationale (M. Nielsen). Ne